



COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 (0)6 62 60 56 51

GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2011

Pompey (France), le 28 juillet 2011 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2011.

La comparaison des chiffres-clés du deuxième trimestre 2011 avec ceux du deuxième trimestre 2010 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 millions d'euros ce trimestre (2,3 millions d'euros à taux de change constants), contre 2,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2010,
- un résultat d'exploitation légèrement positif ce trimestre, contre un résultat d'exploitation négatif de 1,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2010,
- un résultat d'exploitation retraité négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 0,7 million d'euros au deuxième trimestre 2010,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,02 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,8 million d'euros (soit une perte de € 0,08 par action) au deuxième trimestre 2010,
- une perte nette de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,01 par action) ce trimestre, contre une perte nette de 1,5 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,14 par action),
- une perte nette retraitée de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action), contre une perte nette retraitée égale à 1,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,10 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "nous avons dégagé un résultat à l'équilibre au deuxième trimestre, ce qui nous a permis de poursuivre l'ambitieux programme de développement de nos activités dans chacun de nos trois segments de marché."

"Dans le segment de marché de l'impression commerciale (production printing), au cours du deuxième trimestre, nous avons achevé le développement de nouvelles versions de nos technologies pour des applications dans le domaine des arts graphiques comme de l'impression numérique.

Ces nouvelles versions seront lancées au cours du troisième trimestre de cette année et nous sommes satisfaits de pouvoir indiquer que nos attentes initiales en terme de performance et de qualité d'impression ont été dépassées.

Ces innovations nous permettront de continuer à augmenter notre pénétration du marché de l'impression numérique.”

“Dans le segment de marché de l'impression professionnelle (office printing), au cours du deuxième trimestre, nous avons mis la version alpha de notre solution d'impression mobile (mobile printing solution) à disposition du nombre croissant de fabricants qui ont décidé de l'évaluer.

La version beta de cette technologie sera disponible au cours du trimestre en cours à fin d'évaluation, ce qui devrait nous permettre de pouvoir tirer parti des opportunités de croissance de ce marché en devenir.”

“Nos perspectives de croissance dans le segment de marché des documents électroniques apparaissent comme importantes compte tenu de la montée en charge des ventes et de l'activité marketing de nos partenaires dans ce marché, tel Corel.

Durant le trimestre en cours, par le biais de nos partenaires, nous avons prévu de mettre à disposition d'un certain nombre de grandes organisations la version beta d'une nouvelle technologie qui viendra compléter le portefeuille de solutions logicielles que nous proposons à ces grands comptes.”

“Au cours du trimestre écoulé, nous avons par ailleurs renforcé les équipes de développement et de contrôle qualité basées à Cambridge. Pour autant, ces recrutements n'auront pas d'effet sur notre base de coûts, notamment parce que les charges correspondantes ont été compensées par l'économie dégagée par l'arrêt de notre contrat de sous-traitance en matière de développement en Inde.”

Résultats du deuxième trimestre 2011

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2,1 millions d'euros ce trimestre, s'inscrivant en repli de 2,9% à taux de change courants, mais en croissance de 6,4% à taux de change constants, par rapport aux 2,2 millions d'euros réalisés au deuxième trimestre 2010.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2,2 millions d'euros ce trimestre (après prise en compte de la somme de 0,2 million d'euros inscrite du poste Autres produits d'exploitation ce trimestre), contre 3,3 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 (montant qui incluait la somme de 0,4 million d'euros inscrite au poste Autres charges d'exploitation au deuxième trimestre 2010), et 2,3 millions d'euros au premier trimestre de l'exercice en cours.

Le Groupe a dégagé un léger résultat d'exploitation positif ce trimestre (équivalent à 0,3% des ventes de trimestre), contre un résultat d'exploitation négatif de 1,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2010, où cette perte était équivalente à 54,6% des ventes du trimestre en question.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 0,8 million d'euros au deuxième trimestre 2010. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 9,4% des ventes ce trimestre, contre une marge négative, équivalente à 33,4% des ventes, au deuxième trimestre 2010.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraits, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraits négatif de 0,8 million d'euros au deuxième trimestre 2010, conduisant à une perte avant impôt retraits égale à € 0,02 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraits égale à € 0,08 par action au deuxième trimestre 2010.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,01 par action), contre une perte nette de 1,5 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette égale à € 0,14 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraits (telle que définie dans un tableau ci-après) de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraits de € 0,02 par action), contre une perte nette retraits d'un million d'euros au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette retraits de € 0,10 par action).

Résultats du premier semestre 2011

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à environ 4,2 millions d'euros au premier semestre 2011, comme cela avait le cas au premier semestre 2010, s'affichant en repli de 0,2% à taux de change courants, mais en croissance de 3,4% à taux de change constants d'une période à l'autre.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 4,3 millions d'euros au premier semestre 2011 (après prise en compte de la somme de 0,2 million d'euros inscrite du poste Autres produits d'exploitation), contre 6,3 millions d'euros au premier semestre 2010, ce dernier montant comprenant la somme de 0,4 million d'euros inscrite au poste Autres charges d'exploitation, à raison des charges exposées suite à la mise en œuvre du plan de réorganisation des activités du Groupe en avril 2010.

Le Groupe a dégagé une un résultat d'exploitation négatif de 0,3 million d'euros au premier semestre 2011 (soit une perte équivalente à 6,7% des ventes de la période), contre une perte opérationnelle de 2,3 millions d'euros au premier semestre 2010, où cette perte était équivalente à 54,6% des ventes de cette période.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraits, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,5 million d'euros au premier semestre 2011, contre un résultat d'exploitation retraits négatif de 1,8 millions d'euros au premier semestre 2010.

Par suite, la marge opérationnelle retraits est négative et équivalente à 12,7% des ventes réalisées au premier semestre 2011, contre une marge opérationnelle retraits négative et équivalente à 43,0% des ventes réalisées au premier semestre 2010.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraits, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,5 million d'euros au premier semestre 2011, contre un résultat avant impôt retraits négatif de 2,0 millions d'euros au premier semestre 2010, conduisant à une perte avant impôt retraits égale à € 0,05 par action au titre des six premiers mois de 2011, contre une perte avant impôt retraits égale à € 0,20 par action au titre des six premiers mois de 2010.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,2 million d'euros au premier semestre 2011 (soit une perte nette de € 0,02 par action au titre des six premiers mois de 2011), contre une perte nette de 2,6 millions d'euros au premier semestre 2010 (soit une perte nette de € 0,26 par action au titre des six premiers mois de 2010).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (telle que définie dans un tableau ci-après) de 0,3 million d'euros au premier semestre 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,03 par action au titre des six premiers mois de 2011), contre une perte nette retraitée de 2,2 millions d'euros au premier semestre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,22 par action au titre des six premiers mois de 2010).

Commentaires sur les perspectives pour le reste de l'exercice 2011

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "Global Graphics continue à proposer des solutions innovantes dans chacun des trois segments de marché où le Groupe est présent.

Les retours que nous avons de nos partenaires et de nos nouveaux clients permettent d'avoir une vision très optimiste de nos perspectives.

Notre expertise technologique et notre capacité d'innovation, alliées à des partenariats de valeur, constituent une base solide pour la croissance future du Groupe."

Annnonce des résultats du troisième trimestre 2011

Global Graphics prévoit d'annoncer ses résultats consolidés pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2011 le jeudi 3 novembre 2011, avant l'ouverture du marché.

A propos de Global Graphics

Global Graphics (www.globalgraphics.com) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de la couleur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de la couleur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker.

Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER 2011 AU 30 JUIN 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Global Graphics SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
 - la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.
- Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2d qui expose les informations sur la situation financière du groupe au regard de la continuité de l'exploitation,
- les jugements et estimations significatifs retenus par la direction en ce qui concerne les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels (notes 4a (i) et 4a (ii)) et les actifs d'impôt différé (notes 4c et 7b).

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Schiltigheim et Nancy, le 27 juillet 2011

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Pascal Maire
Associé

SECEF

Philippe Gibello
Associé

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

	Deuxième trimestre 2011 Chiffres ni audités ni revus	Deuxième trimestre 2010 Chiffres ni audités ni revus	Premier semestre 2011 Chiffres non audités	Premier semestre 2010 Chiffres non audités
Chiffre d'affaires consolidé	2 117	2 181	4 195	4 205
Coût des ventes	(106)	(91)	(213)	(204)
MARGE BRUTE	2 011	2 090	3 982	4 001
Charges commerciales et générales	(1 071)	(1 523)	(2 169)	(3 122)
Charges de recherche et développement	(1 097)	(1 375)	(2 298)	(2 779)
Autres charges d'exploitation	0	(382)	0	(394)
Autres produits d'exploitation	164	0	205	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	7	(1 190)	(280)	(2 294)
Produits d'intérêts (note 6)	1	3	3	6
Charges d'intérêts (note 6)	(18)	0	(26)	0
Gains nets (pertes nettes) de change	25	(88)	(15)	(225)
RESULTAT AVANT IMPOT	15	(1 275)	(318)	(2 513)
Produit (charge) d'impôt (note 7)	(68)	(186)	168	(143)
RESULTAT NET	(53)	(1 461)	(150)	(2 656)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)				
Résultat par action	(0,01)	(0,14)	(0,01)	(0,26)
Résultat dilué par action	(0,01)	(0,14)	(0,01)	(0,26)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL
 Exprimé en milliers d'euros

	Deuxième trimestre 2011 Chiffres ni audités ni revus	Deuxième trimestre 2010 Chiffres ni audités ni revus	Premier semestre 2011 Chiffres non audités	Premier semestre 2010 Chiffres non audités
Résultat net de la période	(53)	(1 461)	(150)	(2 656)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	(304)	1 347	(722)	1 703
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	(304)	1 347	(722)	1 703
Résultat global total de la période	(357)	(114)	(872)	(953)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
 Exprimé en milliers d'euros

	30 juin 2011	31 décembre 2010
	Chiffres non audités	
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations corporelles	452	504
Immobilisations incorporelles	4 838	5 005
Ecarts d'acquisition	6 343	6 673
Actifs financiers	101	107
Actifs nets d'impôt différé	47	51
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	11 781	12 340
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours	20	38
Créances clients	2 110	1 906
Créances d'impôt courant	0	37
Autres créances	78	59
Charges constatées d'avance	554	471
Disponibilités	1 396	1 869
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	4 158	4 380
TOTAL DES ACTIFS	15 939	16 720
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		
Capital (note 9a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 9b)	28 772	28 776
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	3 059	2 982
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 10)	(1 204)	(1 204)
Réserves consolidées	(8 789)	(8 639)
Ecarts de conversion	(11 973)	(11 251)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	13 981	14 780
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 5b)	0	34
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	36
PASSIFS COURANTS		
Provisions (note 5b)	0	150
Dettes fournisseurs	466	292
Dettes d'impôt courant	21	0
Autres dettes	756	892
Avances reçues et produits constatés d'avance	713	570
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 956	1 904
TOTAL DES PASSIFS	1 958	1 940
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS	15 939	16 720

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités

Premier semestre
2011

Premier semestre
2010

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES

Résultat avant impôt	(318)	(2 513)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	95	122
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	502	478
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	77	65
- Dotations aux (reprises de) provisions (note 5b)	(205)	0
- Charges (produits) d'intérêts (note 6)	23	(6)
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 6)	15	225
- Charges imputées sur la prime d'émission (note 10b)	(4)	(19)
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(82)	(211)
Autres éléments	(74)	(4)
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	18	16
- Créances clients	(204)	(210)
- Créances d'impôt courant	37	(5)
- Autres créances	(19)	(34)
- Charges constatées d'avance	(83)	(161)
- Dettes fournisseurs	174	228
- Dettes d'impôt courant	21	4
- Autres dettes	(136)	266
- Avances reçues et produits constatés d'avance	143	(116)
Montant reçu dans la période au titre des intérêts	3	6
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans la période au titre des impôts	282	41
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	265	(1 828)

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(65)	(156)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	0	(58)
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(576)	(416)
Produit de la cession d'actifs incorporel	17	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(624)	(630)

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT

Rachats d'actions propres (note 10a)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0

VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE (359) (2 458)

TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER 1 869 3 144

EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA (114) 384

TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER

TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 30 JUIN 1 396 1 070

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
ETAT RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Exprimé en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	14 780	16 366
Résultat global total de la période intermédiaire	(872)	(953)
Effet des plans fondés sur des actions :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	77	65
- Frais imputés sur le compte Primes d'émission (note 9b)	(4)	(44)
Effet total des plans fondés sur des actions	73	21
Transactions relatives aux actions propres auto-détenues :		
- Rachats d'actions propres (note 10a)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 10b)	0	25
Total des transactions relatives aux actions propres	0	25
Capitaux propres consolidés au 30 juin	13 981	15 459

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe".

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 27 juillet 2011.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société, l'arrondi se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(d) Continuité d'exploitation

Au 30 juin 2011, le Groupe n'a pas de dettes financières et dispose d'une trésorerie de 1 396 (1 869 au 31 décembre 2010 et 1 070 au 30 juin 2010).

A la date d'arrêtés des présents états financiers consolidés résumés, après avoir revu les prévisions de trésorerie préparées par la direction du Groupe pour la période de 12 mois courant jusqu'au 30 juin 2012, le conseil d'administration de la Société considère qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de l'amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise.

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des normes comptables internationales qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011, de même que les hypothèses et les estimations comptables susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours de l'exercice à venir, sont expliquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie infinie font l'objet d'une revue, pratiquée au moins une fois l'an, ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements de circonstances pouvant laisser penser qu'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur de ces actifs, notamment un recul des résultats opérationnels passés ou prévus et un repli des projections de flux de trésorerie futurs. Si les prévisions de résultats opérationnels futurs du Groupe ou tout autre événement devaient amener la direction du Groupe à devoir constater une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie, le Groupe pourrait être contraint de devoir constater une charge d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle cette perte de valeur serait identifiée, ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie au 30 juin 2011, comme cela avait été fait au 31 décembre 2010, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur au cours et au terme du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 11e) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b).

En l'absence de tout changement significatif au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2010 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print ne devait être constatée au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc (cf. note 11e) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (EDL, applications gDoc et autres technologies de conversion de documents électroniques), dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b).

En l'absence de tout changement significatif au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2011 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2010 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc ne devait être constatée au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

(b) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

(i) Méthode utilisée par le Groupe

Comme indiqué à la note 3e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré. Les coûts de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Charges de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(ii) Activation des coûts de développement de programmes informatiques
Figurent dans les tableaux présentés ci-dessous le montant cumulé aux 30 juin 2011 et 2010 des coûts de développement des programmes informatiques qui ont été portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée pour les projets de développement dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant une telle activation, ainsi que les montants des frais activés au titre de ces projets au cours des deuxièmes trimestres et premiers semestres des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011 :

- Deuxième trimestre et premier semestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 30 juin 2011	Montant capitalisé au deuxième trimestre 2011	Montant capitalisé au premier semestre 2011
RIP Harlequin	4 694	139	276
RIP Jaws	212	35	85
Total segment Print	4 906	174	361
Electronic Document Libraries (EDL)	1 439	9	20
Applications gDoc	1 172	55	128
Autres technologies de conversion de documents électroniques	65	67	67
Total segment eDoc	2 676	131	215
Total	7 582	305	576

- Deuxième trimestre et premier semestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 30 juin 2010	Montant capitalisé au deuxième trimestre 2010	Montant capitalisé au premier semestre 2010
RIP Harlequin	4 612	50	96
RIP Jaws	59	41	56
Total segment Print	4 671	91	152
Electronic Document Libraries (EDL)	1 554	12	45
Applications gDoc	1 060	76	219
Total segment eDoc	2 614	88	264
Total	7 285	179	416

(iii) Amortissement des coûts de développement de programmes informatiques
 Figurent dans les tableaux présentés ci-dessous le montant des amortissements cumulés aux 30 juin 2011 et 2010 au titre des projets de développement de programmes informatiques dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant l'activation, ainsi que les montants comptabilisés en charges à ce titre au cours des deuxièmes trimestres et des premiers semestres des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011 :

- Deuxième trimestre et premier semestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amort. cumulés au 30 juin 2011	Amortissements comptabilisés au deuxième trimestre 2011	Amortissements comptabilisés au premier semestre 2011
RIP Harlequin	1 822	111	224
RIP Jaws	0	0	0
Total segment Print	1 822	111	224
Electronic Document Libraries (EDL)	550	40	82
Applications gDoc	458	71	146
Autres technologies de conversion de documents électroniques	0	0	0
Total segment eDoc	1 008	111	228
Total	2 830	222	452

- Deuxième trimestre et premier semestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amort. cumulés au 30 juin 2010	Amortissements comptabilisés au deuxième trimestre 2010	Amortissements comptabilisés au premier semestre 2010
RIP Harlequin	1 546	116	235
RIP Jaws	0	0	0
Total segment Print	1 546	116	235
Electronic Document Libraries (EDL)	437	40	83
Applications gDoc	237	63	126
Total segment eDoc	674	103	209
Total	2 220	219	444

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

- Méthode utilisée par le Groupe pour reconnaître des actifs d'impôt différé

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes. Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

- Actifs d'impôt différé comptabilisés

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise
Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 30 juin 2015, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 26,0%, comme indiqué en note 7d), se monte à 1 233 au 30 juin 2011, le produit d'impôt différé correspondant s'élevant à 4 au titre du deuxième trimestre 2011 et à 13 au titre du premier semestre de l'exercice 2011 (cf. note 7b ci-après).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement
Le passif d'impôt différé comptabilisé à raison de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 26,0%, comme indiqué en note 7d), se monte à 1 236 au 30 juin 2011, une charge d'impôt différé de 24 et de 33 ayant été reconnue au titre respectivement du deuxième trimestre 2011 et du premier semestre de l'exercice 2011 (cf. note 7b ci-après).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le 1^{er} juillet 2015, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 30 juin 2011, s'élève à 12 909 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 30 juin 2011 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} juillet 2015, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 26,0%, taux applicable à compter du 1^{er} avril 2011, qui était en vigueur à la date d'arrêté des présents comptes consolidés résumés: il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 356 au 30 juin 2011.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Options attribuées et susceptibles d'exercice au 30 juin 2011

Le tableau présenté ci-après donne toutes informations utiles sur les options qui ont été attribuées au 30 juin 2011, y compris sur celles qui sont susceptibles d'exercice à cette dernière date.

Dates d'octroi des options	Options attribuées au 30 juin 2011	Prix d'exercice en euro	Options susceptibles d'exercice au 30 juin 2011	Prix d'exercice en euro
12 décembre 2006	24 940	10,00	24 940	10,00
6 août 2008	400 000	2,08	0	2,08
18 septembre 2008	20 000	1,94	0	1,94
17 décembre 2008	150 000	2,08	0	2,08
24 février 2010	25 000	1,55	0	1,55
24 février 2010	25 000	1,64	0	1,64
28 juillet 2010	10 000	1,65	0	1,65
1 ^{er} mars 2011	25 000	1,60	0	1,60
Total	679 940	2,31	24 940	10,00

Deux conditions sont attachées à l'exercice de l'ensemble des options attribuées depuis le début de l'exercice 2008 :

- premièrement, une condition d'emploi continu dans le Groupe entre la date d'attribution des options et la date ou les dates d'exercice de tout ou partie de ces options,
- deuxièmement, l'impossibilité d'exercer ces options tant le cours moyen de l'action de la Société n'aura pas été supérieur au cours des 120 dernières séances de cotation à un cours minimal de € 4,00 pour le premier quart des options attribuées, € 8,00 pour le deuxième quart des options attribuées, € 12,00 pour le troisième quart des options attribuées et € 16,00 pour le dernier quart des options attribuées.

(ii) Actions attribuées gratuitement au 30 juin 2011

- Attributions gratuite d'actions

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 29 juillet 2009

Le conseil d'administration du 29 juillet 2009 a décidé l'attribution gratuite de 24 750 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au 30 juin 2011, compte tenu des attributions définitives d'actions aux salariés ayant quitté le Groupe qui sont intervenues depuis la date d'attribution de ces actions, seules 21 750 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 29 juillet 2013, à la condition qu'ils aient été mandataire social ou salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 10 mars 2011

Le conseil d'administration du 10 mars 2011 a décidé l'attribution gratuite de 96 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, dont respectivement 36 000 et 4 000 à Messieurs Fry et Pronost, en leurs qualités de directeur général et directeur financier groupe.

Au 30 juin 2011, ces 96 000 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 10 mars 2015, à la condition qu'ils aient été mandataire social ou salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

- Share Incentive Plan

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2009, le Groupe a mis en place un Share Incentive Plan (SIP) aux termes duquel les salariés du Groupe, et notamment ceux de la filiale britannique, peuvent bénéficier d'une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société (Matching Shares) à proportion d'acquisitions d'actions ordinaires de la Société (Partnership Shares) réalisées au moyen de déductions opérées sur la rémunération nette qui leur est versée chaque mois (Partnership Shares), étant précisé que l'attribution des Matching Shares n'est définitive qu'au terme d'une période de trois années après la date d'acquisition des Partnership Shares correspondantes. Au 30 juin 2011, 27 999 actions ont été attribuées à des salariés de la filiale britannique du Groupe sous forme de Matching Shares, dont 9 109 actions depuis le début de l'exercice 2011.

(iii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Attribution d'options	27	26	53	48
Attribution gratuite d'actions	15	14	24	17
Coût des plans basés sur des actions	42	40	77	65

NOTE 5 : AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

(a) Autres charges d'exploitation

(i) Honoraires exposés au titre de la mise en place d'un EBT

Une charge d'un montant de 16 a été comptabilisée au premier semestre 2010 (dont 4 au deuxième trimestre 2010) au titre des honoraires versés aux conseils juridiques en vue de la mise en place, au mois de février 2010, d'un Employee Benefit Trust (EBT), au bénéfice de certains employés de la filiale britannique du Groupe. L'Employee Benefit Trust est administré par Global Graphics EBT Limited, société de droit britannique qui a été créée pour l'occasion (cf. note 13 ci-après).

(ii) Effet du plan de réorganisation des activités du Groupe d'avril 2010

Une charge d'un montant de 378 a été comptabilisée au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2010 au titre du plan de réorganisation des activités du Groupe mis en œuvre au mois d'avril 2010, et qui s'est notamment traduit par le licenciement de 27 salariés du Groupe au deuxième trimestre 2010.

(b) Autres produits d'exploitation

Un produit d'un montant de 205 a été comptabilisé au premier semestre 2011 (dont 164 au deuxième trimestre 2011) suite à la reprise du solde de la provision d'un montant de 187, constituée au terme de l'exercice 2010 pour couvrir le risque lié à l'absence d'utilisation d'une partie des locaux actuellement loués à Cambourne, au Royaume-Uni, suite à la décision prise par la direction du Groupe de recommencer à utiliser cette partie des locaux à compter du 1^{er} juillet 2011.

En outre, une charge d'un montant de 26 a été comptabilisée au premier semestre 2011 (dont 18 au deuxième trimestre 2011) au titre de l'effet de désactualisation de la provision (au taux de 11,7%) pour le premier semestre de l'exercice 2011 (cf. note 6 ci-après).

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Produits d'intérêts	1	3	3	6
Charges d'intérêts (note 5b)	(18)	0	(26)	0
Produits d'intérêts nets (charges d'intérêts nettes)	(17)	3	(23)	6
Ecarts de change consécutifs à des transactions et à des réévaluations de postes de bilan	25	(120)	(15)	(110)
Ecarts de change afférents aux contrats d'options de change	0	32	0	(115)
Gains nets (pertes nettes) de change	25	(88)	(15)	(225)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	8	(85)	(38)	(219)

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfices

(i) Deuxième trimestre 2011

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 13 au deuxième trimestre 2011, contre une charge d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 65 au deuxième trimestre 2010.

(ii) Premier semestre 2011

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 235 au premier semestre 2011, contre un produit d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 37 au premier semestre 2010.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfices au premier semestre 2011 s'explique essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2010, effectué à la filiale britannique du Groupe début avril 2011 pour 253.

(b) Impôt différé

Le tableau présenté ci-après permet d'analyser les composantes du produit ou de la charge d'impôt différé constatée aux deuxièmes trimestres et aux premiers semestres 2010 et 2011 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	80	50	155	116
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(56)	(61)	(122)	(124)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	(4)	187	(13)	243
Liée à la reprise de provision pour locaux vacants (note 5b)	38	0	47	0
Autres éléments	(3)	(55)	0	(55)
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisée	55	121	67	180

(c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Résultat avant impôt	15	(1 275)	(318)	(2 513)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	5	(425)	(106)	(838)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :				
- Effet des taux d'imposition des bénéfices des filiales différents	(60)	(8)	12	118
- Ajustement du montant des pertes fiscales reportables (note 4c)	(4)	187	(13)	243
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	14	14	26	22
- Remboursement de crédits d'impôt recherche (note 7a)	4	0	(253)	(120)
- Pertes fiscales ne donnant pas lieu à activation	102	355	152	640
- Autres éléments	7	63	14	78
Charge (produit) d'impôt comptabilisé(e)	68	186	(168)	143

(d) Evolutions récentes et prévues du taux d'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni
Tout changement de taux d'imposition des bénéficiaires ne peut être pris en compte lors de l'établissement des états financiers consolidés préparés en conformité avec les normes comptables internationales que dans la mesure où, à la date d'arrêté des comptes consolidés, ce taux a été voté ou que sa promulgation est imminente.

Outre-Manche, est considéré comme objet d'une promulgation imminente soit une loi de finances qui a achevé son parcours législatif devant la Chambre des Communes et n'attend plus que son vote par la Chambre des Lords, ou de recevoir l'aval de la Reine, soit le vote d'une résolution ayant force de loi en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

(i) Diminution du taux d'imposition des bénéficiaires au Royaume-Uni au 1^{er} avril 2011
Le 23 mars 2011, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé la réduction de 27,0% à 26,0% du principal taux d'imposition des bénéficiaires réalisés au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2011 (soit une réduction supplémentaire de 1,0% par rapport à la réduction de 1,0% qui avait été annoncée lors de la présentation de son précédent budget au mois de juin 2010).

Compte tenu de l'annonce tardive de cette réduction supplémentaire du taux d'imposition des bénéficiaires par rapport à son application à compter du 1^{er} avril 2011, la mise en œuvre effective de cette réduction à cette date a été rendue possible par le vote le 29 mars 2011 d'une résolution en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

(ii) Réductions à venir du taux d'imposition des bénéficiaires au Royaume-Uni
Lors de la présentation du budget le 23 mars 2011, le Chancelier de l'Echiquier a également annoncé qu'était prévue une réduction du taux d'imposition des bénéficiaires au Royaume-Uni de 1,0% par an, pour le ramener à un taux de 23,0% à compter du 1^{er} avril 2014.

Ces réductions n'étant ni votées ni sur le point d'être promulguées au 30 juin 2011, elles n'ont pas été prises en compte lors de la détermination des actifs et passifs d'impôt différé à cette date.

L'effet sur la situation fiscale du Groupe de ces diminutions projetées du taux d'impôt sur les bénéficiaires au Royaume-Uni sera comptabilisé dans les états financiers consolidés une fois que ces changements auront été votés.

NOTE 8 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période, déterminé en tenant compte des attributions gratuites d'actions devenues définitives ou des actions nouvelles créées suite à l'exercice d'options de souscription d'actions au cours de la période le cas échéant.

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat par action pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2011 et 2010 est le suivant :

(i) Deuxièmes trimestres 2010 et 2011

Chiffres ni audités, ni revus	2011	2010
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier (note 9a)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} janvier (note 10b)	(168 081)	(173 968)
Actions en circulation au 1er janvier à retenir pour ce calcul	10 121 700	10 115 813
Attributions gratuites d'actions au cours du trimestre (note 10b)	0	1 818
Exercices d'options intervenus au cours du trimestre	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action aux deuxièmes trimestres	10 121 700	10 117 631

(ii) Premiers semestres 2010 et 2011

Chiffres ni audités, ni revus	2011	2010
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier (note 9a)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} janvier (note 10b)	(168 081)	(173 968)
Actions en circulation au 1er janvier à retenir pour ce calcul	10 121 700	10 115 813
Attributions gratuites d'actions au cours du premier semestre (note 10b)	0	914
Exercices d'options intervenus au cours du premier semestre	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action aux premiers semestres	10 121 700	10 116 727

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital, qui, par suite, sont susceptibles d'entraîner une dilution, sont les options de souscription d'actions émises par la Société (cf. note 4d). Il n'est en effet pas tenu compte pour la détermination du résultat dilué par action des attributions gratuites d'actions de la Société faites les 29 juillet 2009 et 10 mars 2011 ou sous forme de Matching Shares (cf. note 4d), dans la mesure où les conditions d'attribution définitive de ces actions n'étaient pas remplies au 30 juin 2011.

Compte tenu d'un cours moyen de clôture de l'action s'élevant € 1,52 pour le deuxième trimestre 2011 et à € 1,47 pour le premier semestre 2011, qui sont inférieurs au prix moyen pondéré des options encore susceptibles d'exercice au 30 juin 2011 (cf. note 4d), l'ensemble des options est estimé ne pas avoir eu d'effet dilutif au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2011.

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat dilué par action pour les deuxièmes trimestres et les premiers semestres 2011 et 2010 est le suivant :

(i) Deuxièmes trimestres 2010 et 2011

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action des deuxièmes trimestres	10 121 700	10 117 631
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action aux deuxièmes trimestres	10 121 700	10 117 631

(ii) Premiers semestres 2010 et 2011

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action des premiers semestres	10 121 700	10 116 727
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action aux premiers semestres	10 121 700	10 116 727

NOTE 9 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 30 juin 2011, comme au 31 décembre 2010, le capital social de la Société se montait à 4 116 et se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

(i) Charges liées à la gestion des plans basés sur des actions

Le montant des charges liées à la gestion des plans basés sur des actions du Groupe, qui ont été exposées au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2011, et qui ont été imputées sur le poste Primes d'émission au cours de la même période, s'élève à 4 (contre 19 au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2010).

(ii) Charges liées à l'attribution gratuite d'actions

En application des dispositions des plans d'attribution gratuite d'actions, 3 521 actions propres auto-détenues ont été attribuées aux salariés à raison de leurs licenciements décidés dans le cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 (cf. note 10b ci-après).

La différence entre la valeur de rachat des actions propres remises aux salariés (soit 25) et leur valeur au jour d'attribution (estimée nulle) a été imputée sur le poste Primes d'émission au deuxième trimestre et au premier semestre 2010.

NOTE 10 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

(a) Rachats d'actions propres

Le Groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions propres aux deuxièmes trimestres et premiers semestres des exercices 2010 et 2011.

Par suite, le nombre d'actions propres auto-détenues s'élevait à 168 081, pour une valeur d'acquisition de 1 204, au 30 juin 2011, comme cela était déjà le cas au 31 décembre 2010.

(b) Attribution d'actions propres auto-détenues

Le Groupe n'a attribué de manière définitive aucune des actions propres qu'il détient au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2011.

Comme indiqué note 9b, 3 521 actions avaient été attribuées aux salariés licenciés dans le cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe mis en œuvre au mois d'avril 2010, au cours des deuxième trimestre et premier semestre 2010.

NOTE 11 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment. Deux segments ont été ainsi identifiés : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

La performance de chacun de ces deux segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(ii) Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, ont été alloués aux segments opérationnels en fonction de leur nature quand cela était possible. Ainsi, les écarts d'acquisition ont été alloués au segment opérationnel Print dans la mesure où ils sont afférents à diverses acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des solutions logicielles pour l'impression.

En revanche, certains éléments d'actif et de passif n'ont pu être alloués à un segment en particulier : ainsi en est-il des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, et des dettes courantes autres que les produits constatés d'avance et les avances reçues des clients.

(b) Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

(i) ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits et de services

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

Le tableau présenté ci-après indique le montant du chiffre d'affaires par nature de produits vendus et de services rendus pour les deuxièmes trimestres et les premiers semestres des exercices 2011 et 2010 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Royalties reçues	1 810	1 721	3 604	3 295
Prestations de maintenance et de support technique après-vente	237	460	521	881
Prestations d'ingénierie	70	0	70	29
Total	2 117	2 181	4 195	4 205

(ii) Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
France	1	9	2	10
Europe continentale hors France	159	107	561	274
Royaume-Uni	12	9	64	20
Amérique du Nord	1 243	1 735	2 543	3 205
Asie	692	318	979	688
Reste du monde	10	3	46	8
Total	2 117	2 181	4 195	4 205

(c) Chiffre d'affaires et marge brute par segment opérationnel

(i) Deuxième trimestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 404	713	0	2 117
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 404	713	0	2 117
Coût des ventes	(56)	(38)	(12)	(106)
Marge brute	1 348	675	(12)	2 011

(ii) Deuxième trimestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 047	134	0	2 181
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 047	134	0	2 181
Coût des ventes	(51)	(27)	(13)	(91)
Marge brute	1 996	107	(13)	2 090

(iii) Premier semestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	3 058	1 137	0	4 195
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	3 058	1 137	0	4 195
Coût des ventes	(121)	(67)	(25)	(213)
Marge brute	2 937	1 070	(25)	3 982

(iv) Premier semestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	3 831	374	0	4 205
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	3 831	374	0	4 205
Coût des ventes	(130)	(57)	(17)	(204)
Marge brute	3 701	317	(17)	4 001

(d) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Marge brute (cf. note 11c)	2 011	2 090	3 982	4 001
Charges générales et commerciales	(1 071)	(1 523)	(2 169)	(3 122)
Charges de recherche- développement	(1 097)	(1 375)	(2 298)	(2 779)
Autres charges opérationnelles nettes des produits	164	(382)	205	(394)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	8	(85)	(38)	(219)
Résultat avant impôt	15	(1 275)	(318)	(2 513)

(e) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 30 juin 2011

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 427	1 754	600	11 781
Actifs courants	1 148	940	2 070	4 158
Total actifs	10 575	2 694	2 670	15 939
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	363	350	1 243	1 956
Total passifs	363	350	1 245	1 958

(ii) Au 31 décembre 2010

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 779	1 899	662	12 340
Actifs courants	1 303	579	2 498	4 380
Total actifs	11 082	2 478	3 160	16 720
Passifs non courants	0	0	36	36
Passifs courants	147	423	1 334	1 904
Total passifs	147	423	1 370	1 940

NOTE 12 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie, d'une part les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 13 ci-après), et d'autre part celles intervenant avec les administrateurs et dirigeants du Groupe comme indiqué ci-après.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Les sommes portées en charges au titre des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration de la Société dans chacun des deuxièmes trimestres et des premiers semestres des exercices 2011 et 2010 s'élevaient respectivement à 15 et 30.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Sont visées ci-après les rémunérations de toute nature (à l'exception des jetons de présence versés par la Société visés à la note 12a ci-dessus), versées à Messieurs Johan Volckaerts, Gary Fry et Alain Pronost au titre des deuxièmes trimestres et des premiers semestres 2011 et 2010, y compris les bonus et les abondements à divers plans de retraite le cas échéant :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Salaires	69	68	138	134
Avantages monétaires court terme	5	4	80	56
Total	74	72	218	190

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants du Groupe ont la possibilité de bénéficier des plans basés sur des actions mis en place par le Groupe.

Comme indiqué note 4d, respectivement 36 000 et 4 000 actions ont été attribuées gratuitement à Messieurs Gary Fry et Alain Pronost le 10 mars 2011.

La quote-part du coût des plans basés sur des actions afférente aux dirigeants du Groupe au titre des deuxièmes trimestres et des premiers trimestres 2011 et 2010 est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Attribution d'options	18	18	36	36
Attribution gratuite d'actions	4	0	5	0
Total	22	18	41	36

(c) Transactions avec une société liée à un dirigeant du Groupe

Le conseil d'administration de la Société a, lors de sa réunion du 16 décembre 2009, autorisé la conclusion de deux conventions avec la société de droit belge Andlinger & Co. CVBA, dirigée par Monsieur Johan Volckaerts, ayant pour objet :

- d'une part, la mise à disposition de la Société et du Groupe d'une salle de réunion à Bruxelles et de services associés, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 1 500 par trimestre,
- et d'autre part, la réalisation au profit de la Société et du Groupe de prestations de conseils en matière de stratégie et de politique commerciale, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 6 000 par mois, somme portée à € 6 500 par mois à compter du 1^{er} février 2011 selon l'autorisation par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 8 février 2011.

Les charges portées dans les comptes consolidés à raison de ces deux conventions se montent à respectivement 21 et 20 au titre des deuxièmes trimestres 2011 et 2010, et à respectivement 42 et 39 au titre des premiers semestres 2011 et 2010.

NOTE 13 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2010 et 2011 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2011	% de contrôle 2010
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	100

La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis la fin du mois d'avril 2010, est actuellement en cours de liquidation.

Les résultats de la société Global Graphics EBT Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés du premier semestre 2010 à compter de la constitution de cette société, le 3 février 2010.

NOTE 14 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant au 30 juin 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

NOTE 1 : APPROCHE RETENUE POUR LE CALCUL DES RESULTATS RETRAITES

Le Groupe prépare ses états financiers consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE).

Pour autant, la direction du Groupe considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces états financiers consolidés, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance, d'autant plus que la direction du Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision budgétaire.

Pour ce faire, la direction du Groupe présente ces indicateurs de manière conforme aux principes édictés par le Committee of European Securities Regulators (CESR) dans sa recommandation d'octobre 2005 sur la communication d'indicateurs spécifiques de la performance par les entreprises (CESR Recommendation on Alternative Performance Measures).

La direction du Groupe ne considère en effet pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels.

Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Par suite, les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

NOTE 2 : JUSTIFICATION DES RETRAITEMENTS PRATIQUES

Les retraitements pratiqués ont pour objectif de permettre de déterminer la performance du Groupe, au niveau du résultat d'exploitation, du résultat avant impôt et du résultat net, avant effet (avant et après impôt, le cas échéant) des éléments suivants :

(a) Coût des plans basés sur des actions

Les coûts correspondants sont portés en charges dans les états financiers consolidés en application des dispositions d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, et ce même en l'absence de toute variation du nombre d'actions en circulation de la Société par suite de l'exercice des options de souscription d'actions accordés aux salariés du Groupe, ou avant que l'attribution gratuite d'actions ne devienne définitive.

La direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(b) Activation et amortissement de certains frais de développement

Lorsqu'un projet de développement remplit les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38, Actifs incorporels, les frais correspondants (au cas d'espèce, les charges de personnels ayant contribué au développement de l'actif ainsi reconnu) doivent être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée, puis amortis sur la durée de vie économique estimée du projet considéré.

Compte tenu du degré de subjectivité requis pour déterminer d'une part, si un projet de développement remplit ou non les conditions susvisées pour donner lieu à activation, et d'autre part, quelle est la durée de vie économique du projet, la direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(c) Autres charges et produits opérationnels

Certaines charges et certains produits opérationnels ont été présentés de manière isolée dans le compte de résultat consolidé dans le but de permettre une appréciation la plus juste possible de la performance opérationnelle du Groupe au titre de l'exercice 2010, et également dans le but de fournir une base de comparaison pertinente avec les montants qui seront présentés au titre de l'exercice 2011.

(d) Produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents

En application des dispositions du paragraphe 97 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, les produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents doivent être précisément décrits dans une note annexe, de manière à améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

La direction du Groupe considère que la meilleure manière d'arriver à ce but est, en complément de la présentation dans une note annexe de ces éléments, de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point afin de fournir à l'utilisateur des états financiers consolidés une base de comparaison avant prise en compte de ces éléments.

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

(a) Résultat d'exploitation retraité

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Résultat d'exploitation en IFRS	7	(1 190)	(280)	(2 294)
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	42	40	77	65
- Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(305)	(179)	(576)	(416)
- Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	222	219	452	444
- Autres charges d'exploitation (note 5a)	0	382	0	394
Autres produits d'exploitation (note 5b)	(164)	0	(205)	0
Total des retraitements pratiqués	(205)	462	(252)	487
Résultat d'exploitation retraité en % du CA de la période	(198) -9,4%	(728) -33,4%	(532) -12,7%	(1 807) -43,0%

(b) Résultat avant impôt retraits

Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Résultat avant impôt en IFRS	15	(1 275)	(318)	(2 513)
Retraitements pratiqués :				
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	42	40	77	65
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(305)	(179)	(576)	(416)
Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	222	219	452	444
Autres charges d'exploitation (note 5a)	0	382	0	394
Autres produits d'exploitation (note 5b)	(164)	0	(205)	0
Effet de la désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	18	0	26	0
Total des retraitements pratiqués	(187)	462	(226)	487
Résultat avant impôt retraits	(172)	(813)	(544)	(2 026)
Rés. retr. par action (i)	(0,02)	(0,08)	(0,05)	(0,20)
Rés. retr. dilué par action (ii)	(0,02)	(0,08)	(0,05)	(0,20)

(i) Résultat avant impôt retraits par action

Le résultat avant impôt retraits par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraits de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période, soit respectivement 10 121 700 et 10 117 631 actions pour les deuxièmes trimestres 2011 et 2010, et respectivement 10 121 700 et 10 116 727 actions pour les premiers semestres 2011 et 2010.

(ii) Résultat avant impôt retraits dilué par action

Le résultat avant impôt retraits dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraits de la période par le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, soit respectivement 10 121 700 et 10 117 631 actions pour les deuxièmes trimestres 2011 et 2010, et respectivement 10 121 700 et 10 116 727 actions pour les premiers semestres 2011 et 2010.

(c) Résultat net retraité

Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Deuxième trimestre 2011	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2011	Premier semestre 2010
Résultat net en IFRS	(53)	(1 461)	(150)	(2 656)
Retraitements pratiqués :				
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	42	40	77	65
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(83)	40	(124)	28
Autres charges d'exploitation nettes des autres produits (note 5a)	(164)	382	(205)	394
Désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	18	0	26	0
Effet d'impôt des retraitements indiqués ci-dessus	59	(11)	80	(8)
Total des retraitements pratiqués	(128)	451	(146)	479
Résultat net retraité	(181)	(1 010)	(296)	(2 177)
Rés. net retraité par action (i)	(0,02)	(0,10)	(0,03)	(0,22)
Rés. net retr. dilué par action (ii)	(0,02)	(0,10)	(0,03)	(0,22)

(i) Résultat net retraité par action

Le résultat net retraité par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 117 631 actions pour les deuxièmes trimestres 2011 et 2010, et respectivement 10 121 700 et 10 116 727 actions pour les premiers semestres 2011 et 2010.

(ii) Résultat net retraité dilué par action

Le résultat net retraité dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, pour cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 117 631 actions pour les deuxièmes trimestres 2011 et 2010, et respectivement 10 121 700 et 10 116 727 actions pour les premiers semestres 2011 et 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE RESUME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE ET LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (directive Transparence), nous vous présentons le rapport d'activité résumé du conseil d'administration pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2011.

Le présent rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la Société) le 27 juillet 2011.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE GROUPE)

(a) Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Merci de vous référer à cet effet à la note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

(b) Variations de périmètre intervenues depuis le 1^{er} juillet 2011

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1^{er} juillet 2011 ; la société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis fin avril 2010, est en cours de liquidation depuis début mai 2010.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire, et plus généralement selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE). Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(a) Deuxième trimestre 2011

(i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires (CA) consolidé s'est élevé à 2 117 au deuxième trimestre 2011, contre 2 181 au deuxième trimestre 2010, soit un repli de 2,9% à taux de change courants.

Environ 64,1% du CA consolidé réalisé au deuxième trimestre 2011 était libellé en dollars américains, devise qui s'est affaiblie par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,438 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2011 contre 1,264 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2010, soit un repli de 12,1% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le CA consolidé réalisé au deuxième trimestre 2011 se serait élevé à 2,320, en hausse de 6,4% par rapport au CA consolidé réalisé au deuxième trimestre 2010.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Impression (segment Print) s'est élevé à 1 404 au deuxième trimestre 2011, en repli de 31,4% à taux de change courants et de 23,1% à taux de change constants, par rapport aux 2 047 réalisés dans ce même segment opérationnel au deuxième trimestre 2010.

Le CA réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 615 au deuxième trimestre 2011, en repli de 29,7% à taux de change courants et de 20,1% à taux de change constants, par rapport aux 875 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2010.

Le CA réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 789 au deuxième trimestre 2011, en repli de 32,7% à taux de change courants et de 25,3% à taux de change constants, par rapport aux 1 172 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2010.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (segment eDoc) s'est élevé à 713 au deuxième trimestre 2011, en hausse de 432,1% à taux de change courants et de 456,0% à taux de change constants, par rapport aux 134 réalisés dans ce même segment au deuxième trimestre 2010.

(ii) Résultats consolidés

Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation positif de 7 au deuxième trimestre 2011 (équivalent à 0,3% du CA consolidé du trimestre), à comparer à la perte d'exploitation de 1 190 réalisée au deuxième trimestre 2010 (qui était équivalente à 54,6% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 1 197 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un CA consolidé en repli de 64 (cf. note 2a (i) ci-avant),
- un coût des ventes en hausse de 15 à 106 au deuxième trimestre 2011 (5,0% du CA consolidé du trimestre), par rapport au deuxième trimestre 2010, où le coût des ventes se montait à 91 (4,2% du CA consolidé de ce trimestre),
- des charges de distribution et d'administration en repli de 452 (soit de 29,7%) à 1 071 au deuxième trimestre 2011 (50,6% du CA consolidé du trimestre) contre 1 523 au deuxième trimestre 2010 (69,8% du CA consolidé de ce trimestre),
- des charges de recherche & développement en repli de 278 (soit de 20,2%) à 1 097 au deuxième trimestre 2011 (51,8% du CA consolidé du trimestre) contre 1 375 au deuxième trimestre 2010 (63,0% du CA consolidé de ce trimestre). Ces charges comprennent un produit de 83 au titre de l'effet net, après prise en compte des amortissements, de l'activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, contre une charge de 40 au deuxième trimestre 2010 (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point),
- aucune charge inscrite au compte Autres charges d'exploitation au deuxième trimestre 2011, contre une charge de 382 au deuxième trimestre 2010,
- le Groupe a constaté un montant de 164 au poste Autres produits d'exploitation au deuxième trimestre 2011 au titre de la reprise du solde de la provision constituée au 31 décembre 2010 à raison des locaux loués à Cambourne qui ne sont actuellement pas utilisés par le Groupe (merci de vous référer à la note 5b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point).

Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt positif de 15 au deuxième trimestre 2011 (équivalent à 0,7% du CA consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 1 275 au deuxième trimestre 2010 (équivalente à 58,5% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 1 290 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- l'évolution, favorable à hauteur de 1 197, du résultat d'exploitation, analysée ci-dessus,

- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) de 2 par rapport aux 3 dégagés au deuxième trimestre 2010,
- l'effet de la désactualisation de la provision pour locaux inoccupés évoquée ci-dessus, qui a conduit à la constatation d'une charge d'intérêts de 18 au deuxième trimestre 2011,
- l'impact, favorable à hauteur de 113, des écarts de change qui sont passés d'une perte de change de 88 au deuxième trimestre 2010 à un gain de 15 au deuxième trimestre 2011.

Résultat net

Le Groupe a dégagé une perte nette de 53 au deuxième trimestre 2011 (soit une perte nette de € 0,01 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 68 (constituée par une charge d'impôt courant de 13 et une charge d'impôt différé de 55), contre une perte nette de 1 461 au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,14 par action).

(b) Premier semestre 2011

(i) CA consolidé

Le CA consolidé s'est élevé à 4 195 au premier semestre 2011, contre 4 205 au premier semestre 2010, soit un repli de 0,2% à taux de change courants.

Environ 75,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2011 était libellé en dollars américains, devise qui s'est affaiblie par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,393 dollars américains pour un euro au premier semestre 2011 contre 1,318 dollars américains pour un euro au premier semestre 2010, soit un repli de 5,4% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le CA consolidé réalisé au premier semestre 2011 se serait élevé à 4 346, en hausse de 3,4% par rapport au CA consolidé réalisé au premier semestre 2010.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Impression (segment Print) s'est élevé à 3 058 au premier semestre 2011, en repli de 20,2% à taux de change courants et de 16,4% à taux de change constants, par rapport aux 3 831 réalisés dans ce même segment opérationnel au premier semestre 2010.

Le CA réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 1 431 au premier semestre 2011, en repli de 9,3% à taux de change courants et de 4,9% à taux de change constants, par rapport aux 1 578 réalisés dans ce marché au premier semestre 2010.

Le CA réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 627 au premier semestre 2011, en repli de 27,8% à taux de change courants et de 24,5% à taux de change constants, par rapport aux 2 253 réalisés dans ce marché au premier semestre 2010.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (segment eDoc) s'est élevé à 1 137 au premier semestre 2011, en hausse de 204,0% à taux de change courants et de 205,6% à taux de change constants, par rapport aux 374 réalisés dans ce même segment au premier semestre 2010.

(ii) Résultats consolidés

Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé une perte d'exploitation de 280 au premier semestre 2011 (équivalente à 6,7% du CA consolidé du semestre), à comparer à la perte d'exploitation de 2 294 réalisée au premier semestre 2010 (qui était équivalente à 54,6% du CA consolidé de ce semestre), soit une variation favorable de 2 014 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un CA consolidé en repli de 10 (cf. note 2b (i) ci-avant),

- un coût des ventes en hausse de 9 à 213 au premier semestre 2011 (5,1% du CA consolidé du semestre), par rapport au premier semestre 2010, où le coût des ventes se montait à 204 (4,9% du CA consolidé de ce semestre),
- des charges de distribution et d'administration en repli de 953 (soit de 30,5%) à 2 169 au premier semestre 2011 (51,7% du CA consolidé du semestre) contre 3 122 au premier semestre 2010 (74,2% du CA consolidé de ce semestre),
- des charges de recherche & développement en repli de 481 (soit de 17,3%) à 2 298 au premier semestre 2011 (54,8% du CA consolidé du semestre) contre 2 779 au premier semestre 2010 (66,1% du CA consolidé de ce semestre). Ces charges comprennent un produit de 124 au titre de l'effet net, après prise en compte des amortissements, de l'activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, contre une charge de 28 au premier semestre 2010 (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point),
- aucune charge inscrite au compte Autres charges d'exploitation au premier semestre 2011, contre une charge de 394 au premier semestre 2010,
- le Groupe a constaté un montant de 205 au poste Autres produits d'exploitation au premier semestre 2011 au titre de la reprise du solde de la provision constituée au 31 décembre 2010 à raison des locaux loués à Cambourne qui ne sont actuellement pas utilisés par le Groupe (merci de vous référer à la note 5b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point).

Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 318 au premier semestre 2011 (équivalente à 7,6% du CA consolidé du semestre), à comparer à une perte avant impôt de 2 513 au premier semestre 2010 (équivalente à 59,8% du CA consolidé de ce semestre), soit une variation favorable de 2 195 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la réduction de 2 014 de la perte d'exploitation d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) de 3 par rapport aux 6 dégagés au premier semestre 2010,
- l'effet de la désactualisation de la provision pour locaux inoccupés évoquée ci-dessus, qui a conduit à la constatation d'une charge d'intérêts de 26 au premier semestre 2011,
- l'impact, favorable à hauteur de 210, des écarts de change qui sont passés d'une perte de change de 225 au premier semestre 2010 à une perte nette de 15 au premier semestre 2011.

Résultat net

Le Groupe a dégagé une perte nette de 150 au premier semestre 2011 (soit une perte nette de € 0,02 par action), après prise en compte d'un produit d'impôt de 168 (constitué par un produit d'impôt courant de 235 et une charge d'impôt différé de 67), contre une perte nette de 2 656 au premier semestre 2010 (soit une perte nette de € 0,26 par action).

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Présentation par le directeur général des faits marquants de l'exercice 2010

(i) Faits marquants au plan opérationnel

Monsieur Gary Fry, directeur général de Global Graphics a indiqué : "nous avons dégagé un résultat à l'équilibre au deuxième trimestre, ce qui nous a permis de poursuivre l'ambitieux programme de développement de nos activités dans chacun de nos trois segments de marché."

Production printing

"Dans ce segment de marché, au cours du deuxième trimestre, nous avons achevé le développement de nouvelles versions de nos technologies pour des applications dans le domaine des arts graphiques comme de l'impression numérique.

Ces nouvelles versions seront lancées au cours du troisième trimestre de cette année et nous sommes satisfaits de pouvoir indiquer que nos attentes initiales en terme de performance et de qualité d'impression ont été dépassées.

Ces innovations nous permettront de continuer à augmenter notre pénétration du marché de l'impression numérique."

Office printing

"Dans ce segment de marché, au cours du deuxième trimestre, nous avons mis la version alpha de notre solution d'impression mobile (mobile printing solution) à disposition du nombre croissant de fabricants qui ont décidé de l'évaluer.

La version beta de cette technologie leur sera remise au cours du trimestre en cours à fin d'évaluation, ce qui devrait nous permettre de pouvoir tirer parti des opportunités de croissance de ce marché en devenir."

Documents électroniques

"Nos perspectives de croissance dans le segment de marché des documents électroniques apparaissent comme importantes compte tenu de la montée en charge des ventes et de l'activité marketing de nos partenaires dans ce marché, comme Corel.

Durant le trimestre en cours, par le biais de nos partenaires, nous avons prévu de mettre à disposition d'un certain nombre de grandes organisations la version beta d'une nouvelle technologie qui viendra compléter le portefeuille de solutions logicielles que nous proposons à ces grands comptes."

"Au cours du trimestre écoulé, nous avons par ailleurs renforcé les équipes de développement et de contrôle qualité basées à Cambridge. Pour autant, ces recrutements n'auront pas d'effet sur notre base de coûts, notamment parce que les charges correspondantes ont été compensées par l'économie dégagée par l'arrêt de notre contrat de sous-traitance en matière de développement en Inde."

(ii) Faits marquants au plan financier

- Résultats du premier semestre 2011

Le CA consolidé réalisé au premier semestre 2011 s'est élevé à 4 195, un montant inférieur de 2,3% à taux de change courants, et de 3,4% à taux de change constants, au CA consolidé de 4 205 réalisé au premier semestre de l'exercice 2010.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Print (notamment celui réalisé dans les marchés de l'impression numérique) au cours du premier semestre 2011 a continué à être médiocre, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment de 16,4% par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours du premier semestre 2010, à taux de change constants.

Le CA réalisé dans le segment eDoc au cours du premier semestre 2011 s'est affiché en croissance de 205,6%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours du premier semestre 2010.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 4 262 au premier semestre 2011, contre 6 295 au premier semestre 2010, soit un repli de 32,3% d'une période sur l'autre, à taux de change courants.

Ce repli a pour principales raisons l'évolution favorable de la base de coûts opérationnels suite à la mise en œuvre, au mois d'avril 2010, du plan de réorganisation des activités du Groupe.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 532 au premier semestre 2011 (équivalente à 12,7% du CA consolidé réalisé au cours de cette période), contre une perte opérationnelle retraitée de 1 807 au premier semestre 2010 (qui était équivalente à 43,0% du CA consolidé réalisé au cours de cette période).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 544 au premier semestre 2011 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,05 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 2 026 au premier semestre 2010 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,20 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 296 au premier semestre 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,03 par action), contre une perte nette retraitée de 2 177 (soit une perte nette retraitée de € 0,22 par action) au premier semestre 2010.

- Flux de trésorerie au premier semestre 2011

Le Groupe a dégagé une trésorerie de 265 au titre de son exploitation au premier semestre 2011 (équivalente à 6,3% du CA consolidé réalisé au premier semestre 2011) alors que les activités opérationnelles du Groupe avaient utilisé un flux net de trésorerie de 1 828 au premier semestre 2010 (équivalent à 43,5% du CA consolidé réalisé au cours de ce semestre).

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2011 (qui s'élevait à 1 869) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels, et également d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours du premier semestre 2011 (d'un total de 65), ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement (cf. note 2b supra) au cours de cette même période, pour un total de 576, et de conclure le semestre avec une trésorerie nette consolidée se montant à 1 396.

(b) Evolution prévue par le directeur général pour l'exercice en cours

Global Graphics continue à proposer des solutions innovantes dans chacun des trois segments de marché où le Groupe est présent.

Les retours que nous avons de nos partenaires et de nos nouveaux clients permettent d'avoir une vision très optimiste de nos perspectives.

Notre expertise technologique et notre capacité d'innovation, alliées à des partenariats de valeur, constituent une base solide pour la croissance future du Groupe.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et une évolution technologique continue, se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le format de document fixe développé par Microsoft. Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers des produits ou des marchés nouveaux
Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs).

Le Groupe prévoit par ailleurs de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation (tels Windows 7), ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries), ou par sa famille d'applications gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle. Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en œuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses

droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature coûteuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur tout ou partie de ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés.

Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à déboursier des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité
Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients.

Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Environnement économique défavorable

La crise économique mondiale qui se poursuit a pesé et devrait continuer à peser sur les investissements faits par les clients dans les produits commercialisés par les clients du Groupe, particulièrement dans le segment opérationnel Print. Des ventes réduites par ses clients ont pour conséquence un niveau de vente moindre pour les produits du Groupe.

Par ailleurs, pour le cas où les clients du Groupe ne seraient pas en mesure de réaliser des ventes suffisantes ou de sécuriser le financement nécessaire à leur exploitation, ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de procéder au règlement des sommes dues au Groupe, ou de ne le faire qu'avec retard, voire de modifier, repousser ou annuler les prévisions d'achat des produits commercialisés par le Groupe, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet défavorable sur le niveau des ventes du Groupe.

En outre, les charges opérationnelles du Groupe pourraient augmenter, en raison notamment de la nécessité d'augmenter les rémunérations, ce qui aurait un effet négatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Lors de la préparation desdits états, la direction du Groupe est amenée à faire des estimations et à utiliser des hypothèses pour établir la valeur de certains postes de ces états financiers ou rédiger certaines notes annexes, qui sont, pour certaines d'entre elles, basées sur des prévisions de résultats futurs. L'environnement économique défavorable et la volatilité accrue qui en découle conduisent à augmenter le risque que les résultats réels du Groupe puissent être sensiblement des prévisions faites par la direction du Groupe, conduisant à la nécessité de constater des ajustements dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

Merci de vous référer également à la note 4c du présent rapport pour une information sur les risques liés à l'utilisation d'estimations comptables et de prévisions.

(vii) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils. Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

- Risque inhérent aux transactions commerciales futures et aux postes de bilan
Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont parfois recours à des contrats de ventes à terme de devises ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

Le Groupe n'avait pas de contrats de cette nature aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010 : par suite, le Groupe n'a enregistré aucun écart de change au titre de tels contrats au premier semestre 2011, à comparer à une perte de change d'un montant de 115 au premier semestre 2010.

- Risque inhérent aux investissements dans les filiales étrangères

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre 2011.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 60,6% du CA consolidé réalisé au premier semestre 2011 (contre 61,4% du CA consolidé au premier semestre 2010 et 64,1% du CA consolidé réalisé en 2010). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 44,1% du CA consolidé réalisé au premier semestre 2011 (contre 40,4% du CA consolidé au premier semestre 2010 et 45,1% du CA consolidé réalisé en 2010), alors que le premier client a représenté environ 11,4% du CA consolidé réalisé au premier semestre 2011 (contre 14,1% du CA consolidé au premier semestre 2010 et 16,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Compte tenu d'une trésorerie consolidée s'élevant à 1 396 au 30 juin 2011 et d'une absence de dettes financières à cette même date, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit au cours du deuxième trimestre et du premier semestre 2011.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 30 juin 2011 qu'au 31 décembre 2010, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts au cours de ces périodes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions. Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées telles que gDoc Fusion, pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance significative d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisés le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- Le 31 mars 2009, l'IASB avait soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur les résultats, qui proposait d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts, dans une optique de convergence avec les règles utilisés aux Etats-Unis. Au vu des réponses reçues, cette ambition a été revue à la baisse et s'est unique traduite par la publication de certaines révisions à la norme existante en décembre 2010. La refonte de la norme actuelle, IAS 12, Impôts sur le résultat, est pour sa part repoussée à une date ultérieure.

- Le 24 juin 2010, l'IASB et le FASB avaient soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers : il était alors prévu que soit publiée une nouvelle norme sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires avant le terme du premier semestre 2011 pour remplacer les deux standards actuels en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Chiffre d'affaires, ainsi que les interprétations y afférentes. Le 15 juin 2011, l'IASB et le FASB ont publié un communiqué indiquant qu'un nouvel exposé-sondage serait soumis à consultation au cours du troisième trimestre 2011, l'objectif affiché étant de publier une nouvelle norme dans le courant de l'année 2012.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	30 juin 2011	31 décembre 2010
Royaume-Uni	61	53
Etats-Unis d'Amérique	8	9
Japon	2	2
Europe continentale	2	2
Total	73	66

(b) Ventilation par activité

	30 juin 2011	31 décembre 2010
Recherche & développement	44	35
Vente et support	18	20
Administration et autres	11	11
Total	73	66

En outre, au 30 juin 2011, le Groupe avait recours aux services de 7 consultants travaillant pour le Groupe, dont 5 développeurs.

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 30 juin 2011

(i) Nombre théorique de droits de vote

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	7 730
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 282 051
Nombre théorique de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 30 juin 2011	10 297 511

(ii) Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée

Nombre théorique de droits de vote tel que déterminé ci-dessus	10 297 511
Nombre de droits de vote attaché aux actions auto-détenues	(168 081)
Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée arrêté au 30 juin 2011	10 129 430

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 30 juin 2011, comme cela était le cas au 31 décembre 2010, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (représentant environ 28,02% du capital), auxquelles étaient attachés 2 883 021 droits de vote, représentant environ 28,00% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 30 juin 2011.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Au 30 juin 2011, le Groupe n'avait pas d'information sur la détention par un actionnaire autre que celui indiqué ci-dessus de plus de 5,0% du capital de la Société, ou de plus de 5,0% du total théorique des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société indiqué note 7a.

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre des deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2011, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER
POUR LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour le premier semestre de l'exercice 2011 sont établis en conformité avec IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier semestre de l'exercice 2011.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus au cours du premier semestre de l'exercice 2011 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les six mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier semestre de l'exercice 2011.

Fait à Cambourne (Royaume-Uni), le 27 juillet 2011,

Gary Fry
Directeur général